

**Revue de presse
élaborée à partir de revues spécialisées**

OCTOBRE 2006

FINANCES

Les finances des collectivités locales en 2006

Etat des lieux
Le Moniteur - 16/10/2006

Finances locales

Le budget communal. Guide pratique . 70 questions/réponses
Le Moniteur - 23/10/2006

Compte-rendu du comité des finances locales du 26 septembre 2006

Note du 3 octobre 2006, Ministère de l'Industrie et de l'aménagement du territoire
Le Moniteur - 27/10/2006

Effets de la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF)

Réponse ministérielle du 19 octobre 2006, Ministère délégué aux collectivités territoriales. QE n° 89930 du 28/03/2006. Réponse JO Assemblée nationale du 19/09/2006
Le Moniteur - 27/10/2006

Les collectivités locales ont-elles encore des marges de manœuvre financières ?

Les collectivités locales ont encore aujourd'hui une bonne situation financière mais celle-ci va être amenée à se tendre fortement sur la période 2006-2010, de par la conjugaison de facteurs aussi bien externes qu'internes.
La Revue du Trésor - 31/10/2006

FISCALITE LOCALE

La fiscalité locale est à bout de souffle

Pour Brice Hortefeux, les collectivités doivent s'attendre à une évolution des concours de l'Etat " compatible " avec les normes de dépenses qu'il s'impose. Le ministre estime par ailleurs urgente une rationalisation de l'intercommunalité.

Maires de France - 01/10/2006

La Taxe professionnelle : retour sur une réforme

La réforme de la taxe professionnelle interroge nombre d'élus et de techniciens quant aux conditions de sa mise en application et à ses conséquences véritables. La meilleure façon pour l'Etat de faire passer l'application de cette réforme sans accroître les suspicions déjà élevées des collectivités locales est de faire preuve de la plus grande transparence sur la mise en application de cette réforme

La Lettre du Financier Territorial - 01/10/2006

Les prélèvements des administrations de sécurité sociale et des collectivités locales entraînent une hausse des prélèvements obligatoires

Le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie vient de rendre public son rapport sur les prélèvements obligatoires. Ce rapport met en évidence le fait que les prélèvements obligatoires continuent de progresser, alors que les impôts diminuent. En 2004, les prélèvements obligatoires se sont élevés à 715,8 milliards d'euros, soit 43,4 % du PIB. Le taux de prélèvements obligatoires, qui atteignait 43,8 % du PIB en 2001, a ainsi diminué de 0,4 point sur la période 2002-2004.

Bulletin Quotidien - 06/10/2006

Taxe de séjour : les deux options possibles

Les associations proposant des prestations d'hébergement à titre onéreux sont susceptibles d'être concernées par la taxe de séjour. Cet impôt facultatif ne peut être perçu que par les communes et les groupements de communes expressément désignés par la loi. Il finance les dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique de la commune, la protection et la gestion des espaces naturels.

Associations mode d'Emploi - 15/10/2006

La solidarité en matière fiscale : vers la fin de l'exorbitance du droit fiscal ?

Aux termes de l'article 1200 du Code civil, "il y a solidarité de la part des débiteurs, lorsqu'ils sont obligés à une même chose, de manière que chacun puisse être contraint pour la totalité, et que le paiement fait par un seul libère les autres envers le créancier". La solidarité est donc un mécanisme d'inspiration civiliste ayant fait flores en droit pour s'appliquer dans toutes ses branches, mais également sa mise en œuvre la combine avec d'autres principes ou mécanismes juridiques.

La Revue du Trésor - 31/10/2006

FCTVA / TVA

Régime de la TVA : on simplifie !

Le régime de la TVA reste pour les collectivités locales un domaine complexe, délicat à manipuler. Ces derniers mois, pas moins de cinq textes ont été publiés dont trois pour le seul mois de juin. Ces textes récents ont permis une simplification de la réglementation et un élargissement des possibilités de récupération.

La Lettre du Financier Territorial - 01/10/2006

Vente de bois et TVA

Les communes vendant du bois sont assujetties à une procédure différente selon qu'elles sont, ou non, assujetties à la TVA.

La Gazette des Communes - 23/10/2006

COMPTABILITE

La gestion de fait

Instituée en 1963, la procédure de gestion de fait sanctionne le contournement des règles de gestion des deniers publics ou le détournement de fonds. Bien que de bonne foi, nombre de collectivités peuvent se la voir reprocher.

La Gazette des Communes - 16/10/2006

Les comptes annuels des collectivités locales : pour une présentation pluriannuelle par activités

Avec la mise en place de la M I4 à la fin des années 1990, les collectivités locales se sont alignées sur la présentation comptable du PCC 1982. Pour les élus locaux et pour le personnel comptable et administratif, ce passage a parfois été douloureux.

Revue Française de Comptabilité - 30/10/2006

La sanction par le juge administratif de l'insincérité d'un budget communal

Note sous le jugement n° 0502916 du tribunal administratif de Nice

La Revue du Trésor - 31/10/2006

L'audit interne dans les administrations publiques : une évolution profonde des métiers du contrôle dans de nombreux pays

La plupart des grandes administrations publiques, en France comme à l'étranger, perçoivent de plus en plus l'intérêt de mettre en place des structures d'audit interne au sein de leurs organisations afin d'aider les managers à mieux maîtriser les risques inhérents à l'exercice de leurs missions.

Acteurs Publics - 31/10/2006

Meylan dématérialise sa préparation budgétaire

Sa nouvelle méthode est fondée sur la téléprocédure et la dématérialisation.

La Gazette des Communes - 30/10/2006

CONSOLIDATION

INFORMATIQUE / TIC

Les systèmes d'information géographique

Véritables outils d'aides à la décision et à la gestion locale, les systèmes d'information géographique (SIG) ont aujourd'hui bien évolué. Tout ce qu'il faut savoir pour mener à bien son projet.

Journal des Maires - 01/10/2006

Journées européennes de l'administration électronique

Synthèse des ateliers

Le Moniteur - 30/10/2006

La dématérialisation des documents papier de la chaîne comptable et financière

La dématérialisation des données et documents comptables dans le cadre d'Hélios porte sur l'ensemble de la chaîne d'exécution budgétaire et comptable, tant en recette qu'en dépense, depuis l'ordonnateur jusqu'au juge des comptes, de façon totalement intégrée afin d'éviter toute matérialisation de documents déjà dématérialisés. Il s'agit là de principes fondamentaux et assez largement novateurs.

La Revue du Trésor - 31/10/2006

Un exemple d'administration électronique "partagée" : la dématérialisation des pièces justificatives des marchés publics sur le portail e-Bourgogne

Les premières journées européennes de l'administration électronique territoriale se sont tenues à Dijon les 22 et 23 juin 2006. Elles ont réuni des praticiens français et étrangers, spécialement autour d'ateliers thématiques. Elles ont permis de rendre compte de l'expérimentation très engagée de dématérialisation des pièces justificatives des marchés publics sur le portail e-Bourgogne.

La Revue du Trésor - 31/10/2006

RESSOURCES HUMAINES

Emploi : recrutez la différence !

Plusieurs collectivités ont entrepris de mettre en pratique leur volonté de lutter contre les discriminations à l'embauche et de favoriser davantage de diversité dans leurs recrutements. Un chemin moins semé d'embûches qu'il n'y paraît.

La Lettre du Cadre Territorial - 01/10/2006

L'engagement de la procédure disciplinaire (2)

Il est indispensable d'établir la réalité de la faute reprochée à l'agent avant d'engager une procédure disciplinaire. Ensuite, la procédure disciplinaire est strictement encadrée, aussi bien par les textes législatifs et réglementaires que par le juge administratif. La moindre irrégularité l'entachant conduisant généralement à son annulation, il convient de la maîtriser sous peine de se trouver, vis-à-vis de son agent, dans une situation bien délicate.

Le Courrier des Maires - 01/10/2006

Peut-on être à la fois fonctionnaire de l'Etat et fonctionnaire territorial ?

Le principe de la mobilité entre fonctions publiques est encouragé par les textes. Ainsi, la plupart des cadres d'emplois de la fonction publique prévoient la possibilité d'accueillir en leur sein des agents titulaires d'une autre fonction publique par la voie du détachement. En règle générale, les agents détachés dans une autre fonction publique choisissent, à l'issue du détachement, soit de réintégrer leur fonction publique d'origine, soit d'être intégrés dans leur fonction publique d'accueil lorsque le cadre d'emplois d'accueil prévoit cette possibilité, soit encore d'être titularisés dans un autre cadre d'emplois de la fonction publique d'accueil par le biais de la réussite d'un concours ; mais peut-on appartenir à deux fonctions publiques ?

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 01/10/2006

35 heures : une mise en œuvre inachevée

Bien qu'elle fasse partie du quotidien des agents depuis cinq ans ou plus, la réforme de l'ARTT continue de faire parler d'elle. En cause : un temps de travail effectivement réduit, mais insuffisamment réaménagé. La Gazette des Communes - 09/10/2006

La dématérialisation gagne les ressources humaines

Les Pyrénées-Atlantiques expérimentent un système pour gérer les dossiers des agents.

La Gazette des Communes - 09/10/2006

Accident du travail : analyser pour prévenir

Une prévention efficace des accidents du travail nécessite une analyse des risques professionnels et des causes. Des méthodes et des outils éprouvés guident les collectivités dans ce travail de fourmi

La Gazette des Communes - 16/10/2006

Les RH à l'heure des systèmes d'information

Les systèmes d'information des ressources humaines améliorent la visibilité et facilitent la gestion prévisionnelle des effectifs. Ces équipements, lourds et coûteux, impliquent un management en mode projet.

La Gazette des Communes - 23/10/2006

Le management des ressources humaines dans l'administration française

Si la feuille de route est claire, les voies de réalisation le sont beaucoup moins

La Revue du Trésor - 31/10/2006

Recruter des collaborateurs de cabinet

La liberté de recrutement des collaborateurs de cabinet est encadrée par des règles portant sur leur nombre, leur statut ou encore leur rémunération.

Le Courrier des Maires - 31/10/2006

GESTION INTERNE

L'éco-responsabilité des services de Saint-Denis doublement reconnue

La certification aux normes ISO favorise l'adhésion de tous les agents.

La Gazette des Communes - 09/10/2006

INTERCOMMUNALITE

INTERCO : A la recherche du périmètre idéal

La carte intercommunale pourrait évoluer positivement au gré des fusions de groupements de communes. Certains estiment que rien ne se fera sans un pouvoir accru du préfet sur ces questions.
La Gazette des Communes - 09/10/2006

METP / PPP

Une nouvelle impulsion : le contrat de partenariat

L'article L.1425-1 du Code général des collectivités territoriales donne aux collectivités locales la compétence pour établir et exploiter un réseau de communications électroniques.

Le Moniteur - 27/10/2006

SEM / HLM

L'article 26 de la loi ENL ou l'instauration d'un nouvel impôt sur la constructibilité

La loi portant engagement national pour le logement du 13 juillet 2006 permet désormais aux communes d'instaurer une taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains rendus constructibles
Journal des Maires - 01/10/2006

Sociétés publiques locales d'aménagement : adapter des SEM au droit communautaire !

Comment gérer les opérations d'intérêt général tout en étant soumis aux principes de la commande publique ? Dénouement d'une impasse juridique pour les SEM.
La Lettre du Cadre Territorial - 01/10/2006

Engagement national pour le logement

Circulaire présentant la loi ENL
Le Moniteur - 06/10/2006

Gérer une SEM : la culture d'entreprise

Les dirigeants de collectivités peuvent être attirés par le management des SEM, réputé plus souple et plus efficace. A la tête de ces sociétés anonymes, leurs "homologues" prennent des risques de chefs d'entreprise.

La Gazette des Communes - 09/10/2006

Professionaliser les dirigeants des SEM

Les formations proposées par la Fédération nationale des SEM visent à informer, conseiller et professionnaliser les dirigeants ou futurs dirigeants

La Gazette des Communes - 09/10/2006

50 questions sur les sociétés d'économie mixte locales (SEML)

La loi du 2 janvier 2002 tendant à moderniser le statut des SEML a permis d'opérer une clarification de leur régime juridique, de renforcer leur contribution au développement économique local et de faciliter leurs relations financières avec les collectivités publiques.

Le Courrier des Maires - 30/10/2006

Des simulations évolutives et entachées d'erreurs

Le ministère des Finances a mis en ligne, le 18 octobre, des simulations de bases plafonnées de taxe professionnelle qui, pour toutes les catégories de collectivités, diffèrent fortement de celles qui avaient été diffusées il y a moins d'un an.

Le Courrier des Maires - 31/10/2006

ASSOCIATIONS

Militant et salarié : quels outils de motivation adopter ?

Le secteur associatif compte environ 1,5 million d'emplois stables. Si l'on intègre les petits boulots, ce sont plus de 2,5 millions de personnes qui participent à la vie associative moyennant rémunération. Qui sont-ils ? Sont-ils des salariés comme les autres ? Quels éléments caractérisent leurs conditions de travail en termes de rémunération, de satisfaction au travail ou encore de formation... Entre utilité sociale et professionnalisme, tout l'enjeu pour les associations est de trouver le bon ton.

Juris Associations - 01/10/2006

Nouveau régime d'attribution des subventions

Décret n° 2006-1067 du 25 août 2006, JO du 26, p. 12678.

Juris Associations - 01/10/2006

Services aux personnes : maîtriser sa fiscalité en général... et la TVA en particulier !

En matière de développement de l'emploi, les structures de services aux personnes sont sur le devant de la scène. Juris associations, qui a déjà rappelé quels avantages fiscaux peuvent être consentis aux particuliers qui font appel à leurs services, fait aujourd'hui le point sur le régime juridique des différents agréments, à la lumière des nouveautés apportées par la loi Borloo. Une instruction précise en effet la fiscalité applicable à ces associations, notamment en matière de TVA lorsqu'elles sont fiscalisées.

Juris Associations - 01/10/2006

Régime des associations en droit local d'Alsace- Moselle : projet de décret

Rép, min. n° : 23388 : JO Sénat Q, 31 août p. 2294

La Semaine Juridique - 14/10/2006

Le recours aux associations : de l'aide aux risques financiers

Les collectivités territoriales ont fréquemment recours aux associations pour les charger d'une mission présentant un intérêt public et les aident financièrement pour leur exercice. Si les conditions pour octroyer de telles aides ne sont pas très difficiles à réunir, cela n'est pas sans risques pour les collectivités, d'autant plus que ces dernières se placent parfois dans des positions délicates en ayant de trop fort lien avec ces associations. CE, 4 août 2006, n° 271964, Cne de Grimaud, mentionné aux tables du Rec.CE

Collectivités Territoriales (Lamy) - 31/10/2006

L'économie sociale et solidaire veut sortir de l'ombre

Pas sûr que l'on trouverait un français sur dix pour la définir. Et pourtant, l'économie sociale représente 11 % du PIB. Un flagrant manque de notoriété alors qu'elle présente des atouts certains pour faire face aux nouveaux défis sociaux. Une situation à laquelle les acteurs du secteur, et quelques politiques, essaient de remédier.

Acteurs Publics - 31/10/2006

DELEGATIONS

Le difficile transfert des transports scolaires

Pour les communautés d'agglomération, l'organisation des transports urbains est souvent difficile à assumer car elle porte en elle deux défis. Le premier est la prise en charge du transport scolaire. Le second est d'organiser un réseau étendu à l'habitat périurbain, souvent dispersé.

Maires de France - 01/10/2006

De mauvaises raisons pour mettre fin à une procédure de délégation de service public

CAA Bordeaux 1er juin 2006, commune de Balma, département de la haute Garonne, n° 02BXO1545
AJDA - 09/10/2006

Transparence dans la procédure de passation d'une délégation de service public et adaptations limitées de l'objet du contrat

Saisi d'un déferé préfectoral, le juge administratif vérifie une nouvelle fois l'étendue de la négociation lors de la procédure de passation d'une délégation de service public. La modification du nombre d'ouvrages à réaliser constitue une adaptation de portée non limitée, qui ne remplit pas les conditions fixées par la jurisprudence. Elle fausse les règles d'une libre et saine concurrence entre les candidats et conduit la cour à confirmer l'annulation des contrats ainsi conclus.

AJDA - 09/10/2006

Délégation de service public : mise en œuvre de la procédure

La délégation de service public, qui consiste à déléguer à un opérateur extérieur la gestion d'un service public, celui-ci supportant seul le risque financier de l'exploitant, est régie par la loi "Sapin" du 29 janvier 1993 in° 93-122).

La Gazette des Communes - 16/10/2006

Aides d'Etat, service public et droit communautaire

L'évolution récente du droit communautaire permet une meilleure prise en compte des nécessités du financement des services publics. Les mesures étatiques destinées à compenser les surcoûts résultant des obligations de service public imposées à certaines entreprises bénéficient aujourd'hui d'une attitude globalement bienveillante. Elles peuvent échapper à la qualification d'aides d'Etat si elles respectent les critères définis dans l'arrêt Altmark. Dans le cas contraire, leur validité est subordonnée à une notification auprès de la Commission ainsi qu'au respect de conditions récemment définies par celle-ci.

AJDA - 16/10/2006

Piscines : coordonner les implantations

Mises en services avant les autres équipements sportifs, nombre de piscines ne sont plus adaptées aux demandes des publics. Les collectivités chargées de les reconstruire tentent de coordonner leurs actions.

La Gazette des Communes - 23/10/2006

Délégation de service public ou marché public ?

Arrêt n° 04VE03566 du 14 septembre 2006. Cour Administrative d'appel de Versailles. Avance enseignement et santé/Commune de Draveil

Le Moniteur - 27/10/2006

La situation des prisons en France, telle qu'établie par le ministère de la Justice

Au 1er octobre 2006, la France comptait 56 311 personnes détenues pour 50 300 places. Le taux d'occupation moyen dans les établissements pénitentiaires était de 111 %, indique un document du ministère de la Justice. Après avoir fortement augmenté de 2001 à 2004 (63 500 détenus en juillet 2004), le nombre de détenus s'est stabilisé autour de 55000 à 60000.

Bulletin Quotidien - 30/10/2006

Les communes touristiques et les stations classées

La législation sur les communes touristiques et les stations classées est actuellement en cours de modification.

La Gazette des Communes - 30/10/2006

Bilan de la décentralisation aéroportuaire en Bretagne et pays de la Loire

Sémantiquement les termes d'aérodrome et d'aéroport désignent, l'une les infrastructures permettant le trafic des aéronefs, l'autre l'entité chargée de leur exploitation (C. aviation, art. R. 211-1). Parmi les infrastructures de transport, les aérodromes peuvent appartenir soit à l'État, soit à des collectivités territoriales (initialement celles qui les avaient créés), soit à des personnes morales de droit privé, suivant le Code de l'aviation civile (C. aviation, art. L. 221 ; Paulin C, Droit des transports, Litec, Affaires Finances, 2005, pp. 98) Collectivités Territoriales (Lamy) - 31/10/2006

DIVERS

Concessions d'aménagement

L'entrée en concurrence des concessions d'aménagement. À propos du décret du 31 juillet 2006 relatif aux conditions de passation des concessions d'aménagement et des marchés conclus par les concessionnaires et modifiant le Code de l'urbanisme

La Semaine Juridique - 09/10/2006

MARCHES PUBLICS

Le nouveau Code des marchés publics introduit le développement durable

Publié en août et entré en vigueur le 1er septembre dernier, le nouveau Code des marchés publics intègre les critères du développement durable dans la définition des besoins et les critères d'attribution des marchés.

Environnement Technique - 01/10/2006

Nouvelles dispositions pour la dématérialisation

Le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant Code des marchés publics est applicable à compter du 1er septembre 2006. Cette nouvelle version apporte aussi son lot de compléments et de nouveautés dans le domaine de la dématérialisation de l'achat public

Journal des Maires - 01/10/2006

Les conditions de la candidature et la présentation de l'offre

Le régime de la candidature ne connaît pas de bouleversement majeur, mais accentue le mouvement de formalisation par une certaine généralisation des certifications. Les normes qui régissent l'offre subissent peu de changements, excepté notamment pour l'emploi des variantes, qui passe du statut de principe à celui d'exception

Le Moniteur - 06/10/2006

Contrôle de l'appréciation portée sur les offres par la Commission d'appel d'offres

Arrêt nos. 286443, 286468, 286469, 286490, du 28 avril 2006 Conseil d'Etat - Société Abraham Bâtiment Travaux Publics - collectivité Territoriale de Saint-Pierre et Miquelon

Le Moniteur - 09/10/2006

Marchés publics : paiement des intérêts moratoires

Arrêt n° 271329 du 23/11/2005. Conseil d'Etat. Société Eiffage TP

Le Moniteur - 10/10/2006

Code 2006 : période transitoire

Réponse ministérielle du 3/10/2006. Garde de Sceaux, Ministre de la Justice. QE JO le 3/10/2006 page E. JO le 27/06/2006

Le Moniteur - 13/10/2006

EGF-BTP explique les raisons de son recours contre le Code 2006

Entreprises générales de France, qui regroupe notamment les grandes entreprises du BTP, a formé un recours pour excès de pouvoir contre le Code des marchés publics 2006. Son président, Bernard Huvelin explique au «Moniteur» les motifs qui ont conduit EGF-BTP à saisir le juge administratif.

Le Moniteur - 13/10/2006

Jurisprudence novatrice sur la passation des avenants

Jugement du tribunal administratif de Strasbourg, 20 juin 2006, «M. M. c./ Commune de Wahlenheim» (décision devenue définitive), publié dans le cahier «Textes Officiels» de ce numéro. Rép. min, du 19 juillet 2005, JOAN, page 7122 ; rép. min. du 4 août 2005, cahier «Textes Officiels» du 23 septembre 2005, page 410; rép. min. du 2 février 2006, cahier TO du 24 février 2006, page 499.

Le Moniteur - 13/10/2006

La sélection des offres et l'attribution du marché

Les dispositions du Code 2006 relatives à la sélection des offres font l'objet d'une reformulation qui change peu sur le fond

Le Moniteur - 13/10/2006

L'article 50 facilite-t-il vraiment le règlement des litiges ?

Malgré une rédaction aussi précise que dense, le cahier des clauses administratives générales (CCA6) applicables aux marchés de travaux, n'est pas toujours facile à interpréter.

Le Moniteur - 13/10/2006

Le casse-tête du choix des indices de révision

Le Code 2006 a introduit une disposition nouvelle à l'article 18-V. Lorsque l'exécution d'un marché de travaux comporte une part importante de fournitures dont le prix est affecté par la fluctuation des cours mondiaux, le marché doit comporter une clause de révision. Cette disposition vise à prévenir l'envolée de certains matériaux.

Le Moniteur - 13/10/2006

En marge du nouveau Guide des maîtres d'ouvrage pour le choix d'un conducteur d'opération ou d'un mandataire

Publié par la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP), un nouveau guide destiné aux maîtres d'ouvrage fait le point sur les traits caractéristiques des contrats conclus avec un mandataire loi MOP ou avec un conducteur d'opération.

La Semaine Juridique - 16/10/2006

1946-2006 : du statut général des fonctionnaires à la gestion des ressources humaines dans la fonction publique

Le premier statut général démocratique de la fonction publique date du 19 octobre 1946. Il a atteint l'âge de la maturité. Mais, soixante ans plus tard, l'entrée en vigueur au 1er janvier 2006 de la Lolf pèse comme une menace sur le devenir du statut malgré les démentis officiels. Le temps semble en effet venu des grandes mutations dans la fonction publique et provoque évidemment interrogations et inquiétudes. Au moment où l'édifice statutaire semble bouger, l'heure est à la réflexion et au débat sur l'avenir statutaire de la fonction publique.

La Semaine Juridique - 16/10/2006

Les règles de publicité

La publicité est l'un des principes fondamentaux de la commande publique. Elle a une double utilité. Elle doit permettre le libre accès à la commande publique de l'ensemble des prestataires intéressés, elle est aussi la garantie d'une véritable mise en concurrence

La Gazette des Communes - 16/10/2006

L'obligation d'informer l'ensemble des candidats des demandes de pièces complémentaires (Fiche 3)

Le Code des marchés publics, version 2006, complète le dispositif des demandes de pièces complémentaires adressées à l'un ou plusieurs candidats en imposant que l'ensemble des candidats soit prévenu d'une telle demande et ces candidats pourront même compléter leur dossier. Si cette nouvelle règle paraît simple et évidente, elle n'en soulève pas moins de nombreuses questions.

La Semaine Juridique - 16/10/2006

Accès à la commande publique pour les sociétés de création récente

Arrêt n° 281976 du 10 mai 2006 - Conseil d'Etat - Société Bronzo

Le Moniteur - 20/10/2006

Analyse préliminaire de l'intérêt du recours au Contrat de Partenariat

La Mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat (MAPP) vient de publier une série de fiches pédagogiques. La première porte sur l'analyse préliminaire de l'intérêt du recours au partenariat, et elle guide le maître d'ouvrage dans sa réflexion avant même le lancement de la phase d'évaluation préalable.

Le Moniteur - 20/10/2006

Comment sortir du marché à forfait ?

Le marché à forfait constitue souvent un piège puisque l'entrepreneur ne peut pas demander de rémunération pour les travaux supplémentaires non commandés par écrit par le maître de l'ouvrage. Cependant, il existe quelques possibilités pour l'entrepreneur de sortir de la règle du forfait sous certaines conditions.

Le Moniteur - 20/10/2006

Plaidoyer pour les marchés de définition simultanés

Le maintien des marchés de définition dans le Code 2006 ne va pas de soi. En effet, ceux-ci sont ignorés en droit communautaire et certains doutent de leur légalité. Mais la technique a ses adeptes et ils ne manquent pas d'arguments.

Le Moniteur - 20/10/2006

La sélection des candidatures

Le Code des marchés publics 2006 a réformé les modalités de sélection des candidatures. Celles-ci sont simplifiées pour les candidats et rendues plus exigeantes pour les pouvoirs adjudicateurs
La Gazette des Communes - 23/10/2006

Délégation de service public ou marché public ?

Arrêt n° 04VE03566 du 14 septembre 2006. Cour Administrative d'appel de Versailles. Avenace enseignement et santé/Commune de Draveil
Le Moniteur - 27/10/2006

Définir la « procédure adaptée » pour les marchés de maîtrise d'œuvre

Les marchés publics de maîtrise d'œuvre peuvent être passés selon la procédure adaptée en dessous des seuils du concours. Mais quelle procédure adaptée mettre en place? Le vice-président de l'Ordre des architectes livre son point de vue au «Moniteur».
Le Moniteur - 27/10/2006

Groupement de commandes et commission d'appel d'offres

Réponse ministérielle du 21 septembre 2006. Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. QE n° 23960 du 13/07/2006. Réponse JO du Sénat du 21/09/2006
Le Moniteur - 27/10/2006

La hot line de Bercy défriche le nouveau Code

La cellule d'information juridique aux acheteurs publics basée à Lyon est chargée par le ministère de l'Economie de répondre aux questions des acheteurs publics locaux sur le droit des marchés publics
Le Moniteur - 27/10/2006

Le prix du marché

Le prix, pilier de la notion de marché public, joue un rôle essentiel, tant dans la passation que dans l'exécution du marché
Le Moniteur - 27/10/2006

Code des marchés publics 2006

Entretien avec M. Jérôme Grand d'Esnon
Collectivités Territoriales (Lamy) - 29/10/2006

La présentation et la sélection des offres

La réforme du Code des marchés publics reprend l'obligation, applicable depuis le 1er janvier 2006, de pondérer les critères de choix
La Gazette des Communes - 30/10/2006

Vers une communautarisation du droit des marchés publics : la procédure de dialogue compétitif

Longtemps attendu, le nouveau Code des marchés publics reste dans la ligne de celui de 2004 : il ne s'agit pas de réformer, une nouvelle fois, le droit des marchés publics mais d'harmoniser nos règles avec celles issues directives communautaires (Dir. CE n° 2004/18, 31 mars 2004 ; Dir. CE n° 2004/17, 31 mars 2004).
Collectivités Territoriales (Lamy) - 31/10/2006

EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

INFORMATION FINANCIERE, COMMUNICATION

La transparence financière au service de la démocratie locale

Le ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie a organisé le 21 septembre dernier un colloque sur " la comptabilité des collectivités locales : état des lieux et perspectives ". : Les dernières manifestations importantes relatives à la comptabilité des collectivités locales remontant au milieu des années 90 et au déploiement de la M 14, un tel colloque était donc l'occasion de revenir sur les thèmes suivants : la comptabilité comme socle d'une gestion publique locale performante, la transparence financière au service de la démocratie locale, intégration de la comptabilité locale dans la convergence des normes comptables, et un partenariat renforcé entre les collectivités locales et le Trésor public pour optimiser la tenue des comptes.

Collectivités Territoriales (Lamy) - 31/10/2006

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

Le régime des aides de droit commun au développement économique

Une circulaire du ministère de l'Intérieur du 3 juillet 2006 a présenté aux préfets le nouveau cadre juridique applicable en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements.
Journal des Maires - 01/10/2006

Maire et entreprises : de bonnes relations au service de l'emploi local

Développer au quotidien des relations avec les entreprises n'est pas toujours une priorité pour les élus. C'est pourtant au moins aussi indispensable que d'améliorer l'attractivité d'un territoire pour favoriser les implantations. Les expériences de terrain montrent qu'il existe des solutions pour les communes et les intercommunalités, quelle que soit leur taille
Maires de France - 01/10/2006

La vogue des pôles gagne tous les continents

Confrontés à la mondialisation, les gouvernements font des pôles de compétitivité un outil phare de leur politique économique. Avec des modes de gestion et des résultats différents de la France.
L'Usine Nouvelle - 12/10/2006

Pôles de compétitivité an 1 sur le terrain, avec les PME

Depuis l'origine, la question fait débat, quelle place les petites et moyennes entreprises tiennent-elles dans les pôles de compétitivité ?
L'Usine Nouvelle - 12/10/2006

L'intelligence territoriale gagne du terrain

La volonté d'accompagner les mutations industrielles conduit les collectivités à défendre leurs atouts. Elles se vendent auprès des investisseurs avec davantage de professionnalisme.
La Gazette des Communes - 16/10/2006

Strasbourg aide les commerçants à s'installer dans les quartiers

Grâce au programme européen Urban, la communauté urbaine incite financièrement des commerçants et des artisans à s'implanter dans des quartiers réputés difficiles.
La Gazette des Communes - 23/10/2006

Quand les collectivités couvent leurs entreprises

Incubateurs et pépinières d'entreprises se sont imposés grâce au soutien que ces dispositifs apportent aux projets. Ils bénéficient d'un appui croissant des collectivités territoriales.
La Gazette des Communes - 30/10/2006

Former à l'école de la 2e chance

Quatorze écoles de la deuxième chance "repêchent" des jeunes sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification et les accompagnent vers l'emploi.
Le Courrier des Maires - 31/10/2006

Les pôles de compétitivité, un an après

Plus de 500 millions d'euros ont déjà été distribués par l'État aux 66 pôles de compétitivité. Les PME y représentent 40 % des entreprises associées. En cette rentrée, le gouvernement s'est essayé à tirer un premier bilan.
Acteurs Publics - 31/10/2006

Les territoires innovent

La bataille de l'emploi demeure de la responsabilité première de l'Etat. Mais, nouvelle étape, elle est entrée dans une logique de territorialisation.
Le Courrier des Maires - 31/10/2006

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Contrats de projets : les régions poussent l'Etat à faire plus et mieux

Les conseils régionaux ne menacent plus de bloquer la négociation. Certaines ont obtenu l'élargissement du périmètre de contractualisation. Des rallonges budgétaires sont envisageables.
La Gazette des Communes - 30/10/2006

ENVIRONNEMENT

De nouvelles perspectives pour les déchets et l'eau

Dans les domaines de l'eau et des déchets, la période de mise aux normes caractérisée par une hausse sensible des coûts, s'achève. Elle ouvre la voie à une nouvelle ère qui s'accompagne de multiples défis à relever.

Maires de France - 01/10/2006

Environnement et développement durable

Depuis près d'un quart de siècle, la prise de conscience collective des questions environnementales a considérablement évolué pour en arriver à un stade de quasi maturité. Eau, air, sol font partie de notre patrimoine naturel qui nous donne la vie, nous fait la conserver mais ledit patrimoine est constitué, essentiellement, de ressources rares qu'il nous faut protéger

Revue des Collectivités Locales - 01/10/2006

Implications de l'éco-conception pour les services financiers

Le 3ème jeudi de l'éco-conception, le 18 mai dernier, a réuni autour de la sphère des éco-concepteurs des représentants de la communauté financière (experts comptables, banques, assurances et agences de notation) pour examiner en quoi leur profession est concernée par l'éco-conception.

Environnement Technique - 01/10/2006

Simuler la gestion des déchets

Afin d'appuyer la réflexion sur différents scénarios d'amélioration de la gestion globale des déchets pour le bassin de collecte du Sud-est parisien, le BRGM a réalisé une étude de simulation avec l'outil Awast. C'est la première application opérationnelle d'Awast principal résultat d'un projet de recherche européen coordonné par le BRGM

Environnement Technique - 01/10/2006

Suivi de la qualité de l'eau potable et contrôle sanitaire

La qualité de l'eau potable fait réglementairement l'objet d'une surveillance encadrée

Environnement Technique - 01/10/2006

Un barème pour les déchets d'équipements électriques

A partir du 15 novembre, collectivités collectant sélectivement les déchets d'équipements électriques et électroniques vont recevoir une indemnisation des entreprises de ce secteur.

Maires de France - 01/10/2006

Vers un nouveau cap dans la gestion des déchets

Fort de ses succès dans le domaine des déchets, Bruxelles propose une nouvelle stratégie au Etats membres

Maires de France - 01/10/2006

Evaluer et traiter les pollutions

En zone littorale, les pollutions par les eaux pluviales sont manifestes. La logique du "tout-tuyau" montre ses limites, laissant la place à des solutions combinées, de l'amont à l'aval de la filière.

La Gazette des Communes - 23/10/2006

Dépolluer et reconvertir les sites industriels

Chantier de dépollution des terrains Renault à Boulogne- Billancourt. Différentes méthodes de traitement ont été adoptées : traitement biologique sur place (remblais sous les bâches de poliane noire), excavation et traitement sur site spécialisé, excavation et dépôt en décharge.

Le Moniteur - 27/10/2006

Les politiques de l'urbanisme et de l'habitat face aux changements climatiques

La présente saisine gouvernementale nous demande de centrer notre analyse sur l'urbanisme et l'habitat et d'explorer les voies en moyens susceptibles de limiter les émissions de gaz à effet de serre dans ces secteurs

Le Moniteur - 27/10/2006

Güssing assure son autosuffisance énergétique

Cette commune autrichienne est le prototype du territoire "à énergie positive", producteur de plus d'énergie qu'il n'en consomme.

La Gazette des Communes - 30/10/2006

La protection des sites : analyse comparative et efficacité des instruments

Si l'on s'efforce de recenser tous les instruments juridiques qui participent, plus ou moins directement, à la protection des sites, on sera surpris par leur profusion. Il est donc nécessaire d'aborder ces outils sous un angle comparatif, ces derniers n'ayant pas vocation à s'appliquer aux mêmes types de sites et ne poursuivant pas nécessairement les mêmes finalités. Cet inventaire comparatif sera complété par une approche en termes d'efficacité, le choix d'un instrument juridique pouvant être déterminé par différents critères, qu'il convient de préciser, tandis que leur articulation pose le problème plus général de la cohérence de la politique des sites.

AJDA - 30/10/2006

Cent ans de protection des sites

Cent ans ont passé depuis qu'a été institué le premier régime de protection des sites par la loi du 21 avril 1906 depuis relayée par la grande loi du 2 mai 1930. Ce siècle a été le témoin d'une évolution spectaculaire tant de la notion juridique de "site" (f. Morand-Deville) que de la politique de protection conduite par les pouvoirs publics (M. Turlin). Les attentes croissantes de la société en ce domaine ont conduit, par ailleurs, à diversifier les instruments de protection dont il est utile de comparer les avantages et inconvénients (M. Makowiak).

AJDA - 30/10/2006

L'évolution des politiques de sauvegarde

La loi du 21 avril 1906 a été le premier texte à admettre une limitation du droit de propriété en vue de la protection de la nature. Sa mise en œuvre a cependant été modeste en raison des moyens limités consacrés à cette politique. La loi de 1930 a donné un coup d'accélération, mais c'est la création, en 1970, d'un ministère chargé de l'environnement qui a constitué un tournant. Les sites classés couvrent aujourd'hui 1,4 % du territoire national et l'accent est mis sur l'entretien et la restauration des sites en partenariat avec les acteurs locaux.

AJDA - 30/10/2006

DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

CONTROLE INTERNE

CONTROLE PRIVE

CONTROLE PUBLIC

MONDE, EUROPE

PATRIMOINE

CGPPP : une réforme bienvenue

Le Code général de la propriété des personnes publiques n'a pas bouleversé les grands principes de la domanialité publique. Il regroupe au sein d'un même document l'ensemble des règles applicables à la propriété des personnes publiques. Il crée également de nouveaux droits pour les collectivités locales, comme la possibilité de recourir au bail emphytéotique ou de constituer des servitudes conventionnelles sur leur domaine public.

La Gazette des Communes - 09/10/2006

Transaction conclue sur un bien du domaine privé de la commune

Arrêt n° 281509 du 17 mai 2006 - Conseil d'Etat - Commune de Jonquières

Le Moniteur - 20/10/2006

La circulation des propriétés publiques

Colloque organisé par le Conseil Supérieur du notariat, le 9 juin 2006

La Semaine Juridique - 23/10/2006

Qu'est-ce qu'un équipement public ?

CE 18 octobre 2006, SCI Les Tamaris, n° 275 643.

AJDA - 30/10/2006

URBANISME

Concession ou SPLA : doux outils à comparer

Deux réformes viennent de bouleverser coup sur coup le droit de l'aménagement.
Le Moniteur - 06/10/2006

Collectivités territoriales et loi portant engagement national pour le logement

Très attendue, la loi portant engagement national pour le logement a été publiée le 16 juillet 2006 après avoir été largement amendée et enrichie au cours des débats parlementaires. Le texte vise notamment à faciliter la mobilisation de terrains publics, à adapter l'élaboration des documents d'urbanisme aux objectifs fixés en matière de construction de logements, à soutenir les maires bâtisseurs, à favoriser l'accession à la propriété, à relancer l'offre de logements privés à loyers modérés, à lutter contre l'insalubrité et la vacance. Il apporte des assouplissements au droit de l'urbanisme et s'inscrit dans le cadre de la relance de la décentralisation, en confortant notamment le rôle des groupements | intercommunaux dans la définition de politiques cohérentes de l'habitat au niveau des bassins de vie.
Collectivités Territoriales (Lamy) - 31/10/2006

La loi "ENL " et la lutte contre l'insalubrité

Par son article 44, la loi n° 2006-872 du J 3 juillet 2006 relative à l'engagement national pour le logement vient apporter de nouvelles précisions à la police des immeubles insalubres ou menaçant ruine et au relogement des occupants d'immeubles. Elle étend par ailleurs la procédure spéciale d'expropriation issue de la loi n° 70-610 du 10 juillet 1970 aux immeubles menaçant ruine.
Collectivités Territoriales (Lamy) - 31/10/2006

RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

CORRUPTION

INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERS

Qu'est-ce que le droit administratif ?

Qu'est-ce donc que le droit administratif français ? Sa spécificité se situe sur trois points. Il demeure d'abord ce qu'il a été, ce qui l'a défini, un droit de dérogation. Le droit administratif est, ensuite, devenu le droit de confrontation des droits. Enfin, il est un droit d'équilibre des droits, droits de l'Etat et droits des autres personnes morales, droits de l'Etat et droits des citoyens, faisant la part de ce qu'il faut reconnaître à ces derniers sans oublier la matrice originelle qui le constitue

AJDA - 23/10/2006

COMPTES DE CAMPAGNE

Elections municipales : inéligibilités et incompatibilités

Dans la perspective des prochaines élections municipales (prévues en 2008 mais dont la date pourrait être ramenée à 2007 selon les résultats de l'élection présidentielle), on rappellera ici les principales règles régissant les conditions d'éligibilité lors de ce scrutin. En effet, tous les électeurs d'une commune ne sont pas éligibles à son conseil municipal et le Code électoral, d'une part, pose des conditions d'éligibilité particulières et, d'autre part, définit certaines incompatibilités auxquelles le nouvel élu doit mettre fin sous peine d'être démis d'office d'un de ses mandats.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 01/10/2006

La mise à disposition de locaux communaux au profit d'associations, de syndicats et de partis politiques

L'utilisation de locaux communaux par les associations, syndicats et partis politiques est autorisée par l'article L. 2144-3 du code général des collectivités territoriales. Toutefois ce texte, qui trouve son origine dans la loi ATR du 6 février 1992, n'indique pas s'il s'agit là d'un droit reconnu à ces organismes ou seulement d'une faculté dont les communes peuvent faire usage. De même, l'article L 2244-3 ne précise pas si certains groupements, eu égard à leurs activités, peuvent être exclus de la mise à disposition, pas plus qu'il ne donne une définition de la notion de "local communal".

AJDA - 09/10/2006

Communication institutionnelle des collectivités locales et droit électoral : le compte à rebours des restrictions à la liberté de communication est lancé !

Plus de quinze ans après le vote de la loi relative à la limitation des dépenses électorales et la clarification du financement des activités politiques, le faible nombre des invalidations de scrutins fondées sur les excès de la communication des collectivités locales en période électorale semble indiquer que les élus et leurs services ont acquis une certaine autodiscipline. Il est d'ailleurs symétriquement remarquable que l'instabilité législative qui a longtemps prévalu en la matière ait pris fin. La succession accélérée d'élections générales à partir d'avril 2007 renforce cependant les risques de détournement, même involontaire, de la communication publique à des fins électorales.

La Semaine Juridique - 09/10/2006

Quand le juge pénal se mêle de droit électoral

Les décisions du juge pénal sont très rares, d'où l'intérêt de l'arrêt de la cour d'appel de Metz du 29 juin 2006

La Gazette des Communes - 09/10/2006

Qui peut se présenter à une élection municipale ?

Entre exigence d'un lien personnel nécessaire et prohibition d'un lien économique trop étroit entre le candidat et la commune, la juridiction administrative est conduite à faire un usage important de son pouvoir d'interprétation des textes.

La Lettre du Financier Territorial - 15/10/2006

Prêt d'une salle communale à un parti politique

Des menaces à l'ordre public peuvent justifier le refus du prêt de locaux.

La Gazette des Communes - 23/10/2006

Le 1er tour des élections présidentielles sera organisé le 22 avril 2007, le second tour étant prévu le 6 mai

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, a présenté au Conseil des ministres d'hier une communication relative au calendrier des élections présidentielles et législatives de 2007.

Bulletin Quotidien - 25/10/2006

Compte de campagne

Le fait qu'aucun bulletin à son nom ne soit disponible dans les bureaux de vote ne dispense pas un candidat à une élection de déposer son compte de campagne. Conseil d'Etat, 3 juillet 2006. Req. n° 278882

La Gazette des Communes - 30/10/2006